

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE portant sur la durée  
de l'exploitation de la carrière, exploitée par la société DELORME SAS,  
(Siret 66262115000082) au lieu-dit « Boncavaï » à Mornas (84)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE**  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.211-1, L.511-1 et R.181-46 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** le décret du 21 avril 2026, publié au Journal officiel du 22 avril 2026, portant nomination de M. Vincent LELIONNAIS, en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du Préfet de Vaucluse, secrétaire général adjoint de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°SI2011-04-05-0040-DDPP du 5 avril 2011 autorisant la société SMV DELORME à exploiter une carrière de sables siliceux au lieu-dit « Boncavaï » sur la commune de Mornas ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 mai 2026 donnant délégation de signature à M. Vincent LELIONNAIS, secrétaire général par intérim de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le porter à connaissance du 30 avril 2026 déposé par la société DELORME SAS, relatif à la demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter jusqu'au 31 décembre 2026 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 mai 2026, relatif au porter à connaissance précité ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitante sur le projet d'arrêté encadrant la prolongation de l'autorisation d'exploiter jusqu'au 31 décembre 2026, qui lui a été transmis par courrier du 11 mai 2026, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que la société DELORME SAS est autorisée à exploiter une carrière de sable au lieu-dit « Boncavaï » sur la commune de Mornas par arrêté préfectoral du 5 avril 2011 susvisé, pour une durée de 15 ans ;

**CONSIDÉRANT** qu'à travers le porter à connaissance du 30 avril 2026 susvisé, la société DELORME SAS m'informe que les opérations de remise en état de la carrière n'ont pu être

achevées au 5 avril 2026, compte tenu notamment des intempéries survenues depuis le début de l'année ;

**CONSIDÉRANT** que, par conséquent, la société DELORME SAS sollicite la prolongation de son autorisation d'exploiter jusqu'au 31 décembre 2026, afin de finaliser les opérations de remise en état et la procédure de cessation associée ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de la prolongation sollicitée, seules des opérations de remise en état seront réalisées, l'ensemble des opérations d'extraction étant achevées depuis fin 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la prolongation sollicitée permettra de finaliser les opérations de remise en état, telles que prévues par l'arrêté du 5 avril 2011 susvisé, en permettant notamment de réaliser les opérations d'ensemencement en période favorable ;

**CONSIDÉRANT** que la société DELORME SAS joint à sa demande un nouvel acte de cautionnement prolongeant les garanties financières, liées à l'exploitation de sa carrière de Mornas, jusqu'au 31 décembre 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière au lieu-dit « Boncavai » à Mornas n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs ou nouveaux par rapport à l'étude d'impact initiale ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 ne constitue donc pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, toutefois, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 avril 2011 susvisé doivent être modifiées, afin de prendre en compte cette prolongation de durée ;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société DELORME SAS, ci-après nommée l'exploitante, dont le siège social est situé 375, allée du Lubéron ZA Prato III à PERNES LES FONTAINES (84210) est tenue, pour sa carrière située au lieu-dit « Boncavai » sur la commune de Mornas de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

### **Article 2 - Prolongation de la durée de l'autorisation**

Les dispositions du second alinéa de l'article 1.4 « Durée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

*« L'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 31 décembre 2026. »*

### **Article 3 - Mesures de publicité**

En vue de l'information aux tiers :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mornas et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Mornas pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire de Mornas.

L'arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une période de quatre mois.

#### **Article 4 – Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut-être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères-CS 88 010 – 30 941 Nîmes cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

#### **Article 5 : Exécution :**

Le secrétaire général par intérim de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Mornas, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le délégué départemental de l'agence régionale de Santé, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon le 18 juin 2026

Pour le Préfet,  
Le sous-préfet chargé de mission  
Secrétaire général adjoint

signé : Vincent Lelionnais